

Développement durable au Service des Bâtiments Programme de formation interne

Thème:

DEVELOPPEMENT DURABLE, DE RIO A JOHANNESBURG

Compte-rendu de la conférence DINF du 27 septembre 2002

Introduction

M. Philippe Biéler accueille et présente l'orateur du jour, M. René Longet, Président d'equiterre, partenaire pour le développement durable, par ailleurs mandataire pour la formation continue et la communication au SB.

Johannesburg, il y a trois semaines...

Trois semaines après sa conclusion, la Conférence de Johannesburg est encore bien dans les mémoires. C'est un privilège particulier pour l'orateur que d'être invité à faire cet exposé sous l'égide du DINF, et tout spécialement du programme de formation en cours au Service des bâtiments. Le développement durable est un enjeu concret, pratique, vécu et travaillé, en particulier dans ce service et il est honoré de pouvoir contribuer à cet effort. Nous sommes donc avec des bâtisseurs et des créateurs de développement durable.

Où en sommes-nous sur le chemin de la durabilité?

Un premier message que R. Longet souhaiterait faire passer est celui-ci: chacun peut et doit faire quelque chose, s'il ressent la nécessité d'agir, sans attendre que le voisin commence. Nous ne sommes pas seuls, et partout au monde, il y a des forces qui se bagarrent pour un développement durable. Il y a les correctifs mondiaux - un combat, les correctifs nationaux - un combat, les correctifs individuels : on peut acheter Max Havelaar ou pas, importer du vin d'Afrique du Sud ou boire local, acheter des fruits de saison ou non, cesser de surchauffer, jeter moins et donner plus. On n'est pas condamné au rôle de spectateur.

Urgence sociale et urgence environnementale

Partons de l'idée que la notion de développement durable est familière à chacun. On se rappelle qu'il s'agit de répondre ensemble aux besoins de développement et aux exigences des capacités de charge de la planète.

Sur cette Terre, il y a:

- 800 millions d'humains sous-alimentés
- 900 millions d'analphabètes
- 1 milliard sans logement correct
- 1,5 milliard sans accès à de l'eau potable
- 2 milliards sans accès à un service de santé
- 2 milliards sans électricité.

Par ailleurs, 20% des habitants de la Terre, soit la population des pays industrialisés, s'attribuent:

- 45% des protéines animales
- 60% de l'énergie
- 85% du papier
- 90% des véhicules.

D'immenses besoins ne sont pas satisfaits - il faut donc un développement. En même temps, la Terre ne peut pas donner plus qu'elle n'a:

- En 30 ans, les zones boisées par habitant ont chuté d'un tiers

- La déforestation en pays tropicaux se poursuit et ses effets sont irréversibles, détruisant les sols
 - La désertification, la disparition d'espèces végétales et animales, progressent
 - Le climat, les océans, les sources d'énergie sont autant de facteurs limitants.
- Tout cela se décline sur fond d'inégalités:
- En 50 ans, la consommation d'énergie fossile s'est multipliée par 5, les émissions de gaz carbonique ont suivi. Or, elles sont très différentes selon les régions du monde:
 - 20 tonnes par an et par habitant aux Etats-Unis
 - 10 tonnes en Allemagne
 - 4 tonnes au Mexique
 - 1,5 au Brésil
- beaucoup moins en Asie et en Afrique
- 7 en Suisse.
- La valeur tolérable scientifiquement admise tourne autour d'une tonne par an et par habitant, pour une population estimée à 10 milliards d'humains en 2050.

Une notion nouvelle, le développement durable

Le développement durable signifie que le mode de vie américain n'est pas généralisable, il souligne une nécessité de changer substantiellement de cap. Il s'agit de trouver de nouveaux équilibres, entre le Nord et le Sud, entre l'homme et la nature, les besoins et les moyens, aujourd'hui et demain.

Le développement durable signifie aussi la coordination entre économie, environnement et social. Aucun de ces trois facteurs ne saurait exister pour lui-même:

- L'économie sans le social et l'environnemental signifie placer la nature et les millions d'humains dont les besoins ne sont pas solvables au dernier rang, les soumettre à la loi du plus fort, admettre l'absence de sens et d'éthique.
- Le social sans l'économie signifie distribuer ce qu'on n'aurait pas produit.
- Quant à l'environnement, depuis la nuit des temps, l'homme est créateur de son environnement et ne vit pas que de nature.

De même, il ne peut y avoir de développement sans sols, sans eau, sans forêt, sans poisson... tout comme il n'y aura pas de permanence de ces ressources si les populations ne peuvent survivre économiquement.

L'exigence du développement a été fortement affirmée dans les années 60, dans le sillage de la décolonisation. C'était, sous des théories très différentes du développement, l'affirmation d'un même droit, pour tous les humains, aux ressources de la Terre. Puis, dans les années 70, est apparue la prise de conscience des limites de ces ressources: la Terre ne peut donner que ce qu'elle a. Puis, dans les années 80, on a compris qu'il fallait traiter ensemble l'urgence sociale et l'urgence environnementale, et ce fut l'émergence d'une notion nouvelle, celle du développement durable. Un développement qui réponde aux besoins du présent, qui fasse justice à tous les hommes, et d'abord aux plus démunis, sans préjudice pour les besoins de l'avenir, des générations futures. Autrement dit, l'humanité a le droit d'utiliser les ressources de la nature, mais le devoir de les préserver pour autrui.

Du point de vue économique, c'est passer du concept linéaire, où l'on prend dans la nature des ressources et restitue, tout au long du cycle de vie d'un bien, des rejets et des déchets, la capacité de production et d'élimination de la nature étant supposée illimitée, au seul concept capable de durabilité, le concept cyclique. C'est celui qui fait foi depuis le début de la vie, voire de l'histoire de la Terre: rien ne se crée, tout se transforme. De même, l'économie doit intégrer les faits sociaux, aller vers une économie citoyenne.

Les voies du changement

Comment opérer cette transformation? Au niveau des moyens tout d'abord, il faut des capacités d'agir sur les phénomènes sociaux, il faut des leviers sociaux. La théorie du laisser-faire, de la main invisible, n'est pas opérationnelle. Mais il faut intervenir de façon intelligente, et entre les partisans du moins et du plus d'Etat, le développement durable postule le "mieux d'Etat". Ses principes régulateurs sont:

- la subsidiarité: intervenir au bon niveau, du quartier au monde,

- la gouvernance: un Etat impartial, efficient, proche du terrain,
- la citoyenneté,
- la responsabilité.

Et on fera appel à des outils tels que:

- les indicateurs, la vérité des coûts, la transparence, la participation, l'information, la formation, la responsabilité des entreprises.

En termes généraux, il n'est pas inintéressant de constater que la notion de développement durable est apparue au moment de la chute du Mur et donc des idéologies fallacieuses, au moment où pour d'aucun l'Histoire touchait à sa fin et où commencerait le règne du pragmatisme et du tout économique, pour ouvrir une nouvelle voie, celle des échelles de valeurs, celle du sens et du bon sens.

Il faut ensuite changer de perspective, cesser de confondre les buts et les moyens. Ainsi, nous n'avons pas besoin de voiture, nous avons besoin d'être transportés. Nous n'avons pas besoin de pétrole, nous avons besoin d'être chauffés. De plus, le besoin d'être transporté, d'être chauffé peut être modulé. Et parfois nous aurions besoin de plus de chaleur humaine que de chaleur fossile.

Enfin, le changement fait appel à de nouvelles technologies, plus efficaces, à de nouvelles priorités. Déjà aujourd'hui, les disparités dans les consommations pour une même performance varient d'un facteur 1 à 5, dans l'habitat, dans l'automobile.

Nous devons inverser le rapport de 15-85% entre énergies renouvelables et énergies non renouvelables, et cesser de fonder toute une société sur des ressources non durables.

La construction de nouveaux repères

Si la notion de développement durable a été définie en 1987, c'est à Rio de Janeiro, en 1992, lors du Sommet de la Terre, qu'elle a été véritablement lancée et pour la première fois concrétisée.

Le Sommet de la Terre a conclu sur un programme d'action mondial pour le 21^e siècle, l'Agenda 21, comportant 40 chapitres et 250 pages; une déclaration de 27 principes; une déclaration sur les forêts; deux conventions, sur la biodiversité et le climat, et une annonce d'une négociation sur la désertification.

Dix années après, après de nombreuses conférences internationales (démographie, habitat, sommet social, alimentation, sommet de Doha, de Monterrey) et la Déclaration du Millénaire, il y avait besoin de faire le point, de mettre au net les priorités. En 2000, l'Assemblée générale de l'ONU convoque le Sommet Mondial du Développement durable, dans le but de valider un Plan d'action.

Certains sont venus à Johannesburg pour qu'il n'y ait pas de Plan d'action, pour que Rio + 10 soit Rio - 10. Les USA se sont illustrés comme fers de lance de cette politique. Représentant 3% de la population du monde, ils consomment 25% des ressources énergétiques planétaires. Il faut dire que M. Bush père avait déclaré à Rio que le mode de vie américain n'était pas négociable. Et le fils préfère visiblement faire la guerre pour s'emparer d'un pétrole qu'une fraction du coût de cette guerre permettrait d'économiser.

Pour déstabiliser le projet de Plan d'action, les USA montèrent les alliances les plus invraisemblables:

- avec l'Arabie saoudite contre toute économie d'énergie
- Avec la Chine contre toute référence aux droits de l'homme
- Avec le Vatican et les fondamentalistes de tout poil contre toute action efficace contre le SIDA en Afrique...

Cette politique extrémiste et égoïste à l'excès s'est mal terminée pour eux, et le monde entier a vu M. Powell se faire huer par l'assemblée plénière.

Aujourd'hui, le plan d'action se présente après le Sommet à peu près comme il avait été proposé au départ. Si bien qu'on a pu dire qu'on a sauvé le plan d'action, mais qu'on n'a pas sauvé la planète pour autant. M. Fust, directeur de la DDC, l'a dit en ces mots: on a obtenu le maximum du politiquement faisable, mais c'est loin de ce qui serait scientifiquement nécessaire.

La délégation suisse a fait un travail exemplaire, montrant que la Suisse pouvait prendre de la hauteur et défendre autre chose que des intérêts sectoriels. Cette attitude a suscité des attentes et a fixé un standard qu'il faudra garder maintenant que nous sommes membres de l'ONU.

Le texte, en bref, est bon, mais sa nature n'est pas juridique, mais politique. Sa mise en œuvre dépend largement du contexte. Heureusement, celui-ci est dynamique. Johannesburg a montré une pénétration en largeur et en profondeur de la notion de développement durable, illustré de nombreuses compétences et engagements, des méthodologies, des constats, en particulier au niveau des pays du Sud et du monde économique, acteurs très présents au Sommet. Ainsi l'appel commun de Greenpeace et du World Business Council for Sustainable Development pour la ratification par tous les Etats du protocole de Kyoto était un moment fort.

Le combat doit continuer, pour la primauté du politique, pour domestiquer au bon niveau la mondialisation, pour une mondialisation différente.

Discussion

M. Biéler introduit la discussion, après avoir remercié l'orateur pour ses propos:

- important d'avoir fait le lien entre global et local;
- échéances vaudoises: inscrire le DD dans le plan directeur et dans le programme de législation.

- Les dépenses militaires ont été oubliées, de même quid du nucléaire?

En effet, ces deux sujets ne sont pas adressés. Le nucléaire reste très marginal au plan mondial, et rien n'en est dit dans le Plan. Quant aux dépenses militaires, rien non plus, sinon indirectement car s'il faut financer les engagements pris il faudra bien changer quelques priorités.

- L'Amérique a été fort critiquée mais elle a aussi su parfois être pionnière notamment en matière de pollution de l'air.

Il ne faut pas confondre le président actuel, qui n'a d'ailleurs pas eu la majorité des voix, et l'Amérique. Encore tout récemment la Californie a voté la première loi au monde limitant les émissions de CO₂ du parc automobile. Il faut espérer que le débat se renforce au sein de l'opinion publique américaine.

- On dirait un peu une lutte entre le bien et le mal, une sorte de prêche, une éthique imposée.

Il est vrai que le DD est fondamentalement une notion éthique. La plupart de nos lois transcrivent une éthique à laquelle les élus ont souscrit et qui est un consensus social (cf. Code pénal). Le Plan d'action est le résultat d'un consensus, pas un prêche. Par ailleurs, les droits de l'homme aussi sont une éthique.

- Où se situe l'effort de la Suisse en matière d'aide au développement par rapport aux autres Etats industrialisés?

Je n'ai pas le comparatif en tête mais des Etats nordiques atteignent déjà le 0,7% et la Suisse ne se fixe que 0,4% comme cible pour 2010.

- Y a-t-il un bilan chiffré depuis Rio?

Il y a des bilans nombreux, notamment le rapport annuel du PNUD. Mais le Plan d'action demande de développer le monitoring.

- La question démographique est occultée, or elle est une menace majeure.

La démographie recule avec l'instruction et le développement; nos sociétés par exemple sont vieillissantes. Il y a eu une conférence sur ce sujet, et on prévoit une stabilisation à 10 milliards de personnes d'ici 50 ans. On pourra les nourrir, mais à condition de protéger les sols, l'eau, les stocks de poisson. C'est un cas typique qui illustre les effets de synergie et une approche systémique.

-La Suisse critique l'Amérique mais admet son survol par des avions militaires qui vont faire la guerre en Irak. C'est une contradiction.

En effet, mais pour qu'elle soit là, il nous faut le texte de la Stratégie...

-On parle de nécessité. Où est la qualité?

On a besoin de qualité, d'esprit de synthèse par exemple dans le domaine du bâti le génie de l'architecte est plus nécessaire que jamais.

- Quel suivi pour le Plan d'action?

C'est un problème lié à la nature du texte, qui est un engagement politique, le suivi va directement dépendre du degré de pression de l'opinion. En Suisse de même, on sent le Parlement très en retrait et l'opinion aussi.

- Comment évaluer le choix des mesures de la Stratégie?

Il y en a déjà beaucoup, il faut surtout voir la dynamique, comme dans le plan d'action, le but n'est pas d'être exhaustif, mais d'entraîner un processus, d'avoir des mesures transversales (alimentation, énergie, etc.). Il faut en valoriser les éléments positifs et non toujours voir ce qui pourrait y être encore.

M. Biéler conclut en rappelant que le M2 est exactement dans la cible de ce que dit le Plan d'action en matière de transport.